

# Quatre ans de prison pour l'homme aux trente vols

page 4

**RENT-CAR** Louez au meilleur prix, près de chez vous !



Agence de CAYENNE  
Franchisé indépendant  
631-679 rte de Baduel  
97300 CAYENNE  
Tél./fax : 0594 30 11 52  
Mail : cayenne@rentacar.fr



**NOUVEAU MONDE**  
matériel de cuisine



USTENSILES ET PRODUITS  
POUR  
**PÂTISSERIE**

**NOUVEAU MONDE**  
ZI COLLERY OUEST  
TEL : 05 94 31 49 84  
9H00 - 13h00 15h30 - 18h30

# FRANCE-GUYANE

[www.franceguyane.fr](http://www.franceguyane.fr)

SAM. 22 & DIM. 23 AOÛT 2015

N° 8089 • 1,80 €

## Nos offices de tourisme au banc d'essai

Nous avons fait le tour des principaux points d'information touristique de Guyane pour savoir comment les touristes et vacanciers locaux sont accueillis

page 6

## Accords signés pour le pont de l'Oyapock

Les accords qui permettent l'ouverture du pont entre la Guyane et le Brésil sont enfin approuvés par les élus brésiliens. Reste à la présidente Dilma Rousseff à donner une date

page 4



## Plus que deux jours...

Derniers jours du Tour de Guyane, seconde victoire des Belges... Les Guyanais ont décidément affaire à plus fort qu'eux



pages 25 à 27

## Roller party à St-Georges

page 8

## « Tout faire » pour la montagne d'Or

Emmanuel Macron a déclaré qu'il allait « tout faire » pour qu'un projet minier d'envergure puisse voir le jour



page 2

2015/2016

## TRANSPORT SCOLAIRE

pour les communes de la CACL

**INSCRIVEZ-VOUS !!**  
à partir du 15 juin 2015

Utilisez la nouvelle application

**S'cool @pp**

aggl'o'bus

TRANSPORT  
SCOLAIRE  
2015  
2016

MT  
1B



Raina ANTIBA

IMPASSE DES BONS ELEVES  
97356 MONTSINERY-TONNEGRANDE  
ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD HEDER



aggl'o'bus

[WWW.CACL-TRANSPORT.FR](http://WWW.CACL-TRANSPORT.FR)

## POUR NOUS CONTACTER

17, rue Lallouette, BP 428,  
97329 Cayenne Cedex.  
Tél : 05 94 29 70 00  
Fax : 05 94 29 70 22  
Email :  
france.guyane@media-antilles.fr

LE FAIT  
DU JOUR

## Macron n'a pas chômé

Le ministre de l'Économie se souviendra de sa première visite en Guyane. Après une journée de jeudi bien chargée au cours de laquelle Emmanuel Macron s'est rendu à Bélizon puis à Kourou pour la découverte des filières bois et spatial, il n'a pas relâché la pression hier. Petit-déjeuner avec les socioprofessionnels à la CCIG, suivie d'une visite du marché de Cayenne, de la découverte du site aurifère de la montagne d'Or puis retour à Cayenne pour assister à l'arrivée du Tour de Guyane. La nuit passée dans l'avion qui le ramenait à Paris ce matin a dû lui être bénéfique...

# Macron a les clés de la montagne d'Or

Emmanuel Macron s'est rendu hier au pied de la montagne d'Or pour y découvrir le **projet minier de la société canadienne Columbus Gold**. Si rien n'est encore signé, le ministre de l'Économie s'est montré sensible à ce « **projet qui se veut exemplaire** ».

La montagne d'Or, dans l'Ouest guyanais, est bien connue des orpailleurs. Exploitée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la zone semble pourtant n'avoir pas livré tous ses trésors. L'entreprise canadienne Columbus Gold, l'un des leaders mondiaux de l'industrie aurifère, l'a bien compris. En 2010, elle rachète la société guyanaise Sotrapmag, titulaire de la concession jusqu'en 2018. Objectif : développer ici un ambitieux projet d'extraction d'or. Un investissement de 500 millions d'euros sur treize ans et à la clé, la création d'environ 400 emplois directs.

En perçant une mine à ciel ouvert dans la montagne (un trou béant long de 2,5 kilomètres, large de 600 mètres et profond de 200 mètres), le géant canadien espère produire dès 2020 pas moins de 7,3 tonnes d'or par an. Les premières études de sol estiment à 6 milliards de dollars la valeur du gisement. Mais pour faire main basse sur la montagne d'Or qui porte décidément bien son nom, il faudra convaincre le gouvernement français de donner son feu vert à la réalisation d'un tel projet. Et en premier lieu, à Emmanuel Macron, présent sur place hier. Le ministre de l'Économie, qui vient d'engager une concertation sur la réforme d'un code minier « plus vert », s'est montré très sensible aux préoccupations des investisseurs. « On doit pouvoir trouver un équilibre entre les intérêts des industriels et les enjeux environnementaux, a précisé le



Le ministre de l'Économie a visité la carotèque, installée à camp Citron. Il n'a pas hésité à mettre la main à la pâte et s'est essayé à la découpe de carottes géologiques. Des forages ont actuellement lieu à Bœuf Mort, à 500 mètres de la montagne d'Or (ci-dessous) / photos IS



ministre. Et nous sommes ici face à un projet qui se veut exemplaire et que je veux exemplaire. Nous aurons à nous prononcer d'ici un an sur le renouvellement de la concession mais nous avons affaire à un industriel de rang mondial qui propose une meilleure pratique du métier et qui est décidé à investir sur le territoire guyanais. Nous devons réussir à travailler de concert, en respectant des contraintes scientifiques, environnementales et sociales. L'économie

doit avancer car c'est l'avenir de ce territoire qui est en jeu », a-t-il indiqué. Plus tôt dans la journée, pendant la présentation Powerpoint du projet et de ses problématiques (notamment d'accès et d'acheminement de l'énergie), Emmanuel Macron avait déjà lâché : « Nous allons tout faire pour qu'un projet de cette envergure puisse voir le jour ici. » Un discours forcément jugé « rassurant » par Robert Giustra, le PDG de Columbus

Gold, qui a rappelé que sa société était signataire du programme de la Mine responsable, mis en place par le ministère de l'Économie. Le Canadien devra présenter son étude finale de faisabilité en mars 2017.

Karin SCHERHAG ■

## Des socioprofessionnels mitigés

Emmanuel Macron a rencontré hier matin au sein de la chambre de commerce et d'industrie les **principaux acteurs du secteur économique** du département afin de les entendre et, parfois, d'**apporter des réponses à leurs questions**.

À défaut d'avoir été entendus, les socioprofessionnels de Guyane ont été écoutés. Hier matin, dans le réfectoire de la chambre de commerce et d'industrie (CCIG), Emmanuel Macron a présidé une grande table autour de laquelle étaient rassemblés les principaux acteurs du secteur économique du département.

Président de la fédération du BTP (bâtiment et travaux publics), Olivier Mantez a estimé que le ministre « a pris conscience des problématiques de la Guyane ». Il ajoute : « (Emmanuel Macron) s'est engagé à ce que l'État soit plus réactif, qu'il y ait plus de cohésion, notamment sur les problématiques bancaires. » Par ailleurs, il espère que le ministre interviendra afin de débloquent la situation quant aux accords obtenus voilà trois mois par la fédération avec l'État qui, depuis, ont été gelés par Bercy. Stéphane Lambert, président du Medef, se félicite que la demande d'installation d'un référent Guyane au ministère de l'Économie ait été entendue. « On a surtout essayé de l'éclairer sur la réalité guyanaise en terme de création d'emplois », a-t-il précisé.

### « LE QUOTIDIEN DES ENTREPRISES »

Joëlle Prévot-Madère, présidente de la CGPME, a préféré

insister sur « le quotidien des entreprises et l'importance de tendre vers une stabilité de l'environnement économique ». Elle a également souligné les difficultés que pose la baisse régulière du taux d'exonération des charges sociales pour les entreprises, à travers la Lodeom.

À ses deux questions, Bernard Boullanger (moyennes et petites entreprises) a obtenu une réponse. « Avoir intégré l'octroi de mer à la RGEC (règlement général d'exemption par catégorie) fait que l'on a atteint le plafond et que l'on ne peut plus profiter des autres aides, explique le chef d'entreprise. Le ministre a répondu que l'État subit comme nous les diktats de l'Europe. » Une réplique presque aussi insatisfaisante que l'absence de réponse concernant l'arrêt programmé de la défiscalisation à la fin 2017. Enfin, le président de la CCIG, Richard Gabriel, a su apprécier « des échanges très positifs » avec Emmanuel Macron tout en s'inquiétant des délais de délivrance – quatre à mois – d'un Kbis (fiche d'identité d'une entreprise) auprès du tribunal de commerce. « Le bruit court que les entreprises vont s'inscrire dans d'autres tribunaux, aux Antilles ou ailleurs, pour ne pas avoir à attendre », a déclaré le président. Sur ce point, le ministre s'est engagé à « formuler une réponse avant le 15 octobre ». ■



Françoise Gimel, première vice-présidente de la CCIG, remet un présent à Emmanuel Macron au sortir de la réunion, hier matin à Cayenne / photo FG